

Unité inter-départementale
des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 Tarbes

Tarbes, le 24/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUPIRE SARL

38 avenue Alexandre Marqui
65100 Lourdes

Références : 2024-0037-Dp
Code AIOT : 0006802508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2024 dans l'établissement DUPIRE SARL implanté 38 avenue Alexandre Marqui Route de Tarbes 65100 Lourdes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUPIRE SARL
- 38 avenue Alexandre Marqui Route de Tarbes 65100 Lourdes
- Code AIOT : 0006802508
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL DUPIRE exploite sur la commune de Lourdes un atelier de traitement de surface autorisé par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987.

Depuis l'entrée en application du décret n°2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la rubrique 2565, le site relève du régime de l'enregistrement. Le site est maintenant réglementé par l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime

de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Un arrêté de mise en demeure du 22 juillet 2022 impose à l'exploitant une mise en conformité de son atelier sous 18 mois.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en conformité ventilation	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
2	Mise en conformité rétention	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
4	Mise en conformité	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 58	Lettre de suite	3 mois
10	Local de stockage des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53	Lettre de suite	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise en conformité	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2	Sans objet
6	état des stocks	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
7	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
9	Systèmes de détection automatique.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 22 juillet 2022 n'est pas respecté, l'exploitant ayant rencontré des difficultés pour financer son projet de mise en conformité. De nouvelles études sont à réaliser afin

de faire rentrer les travaux de mise en conformité dans une enveloppe budgétaire réaliste. Certains travaux demandant du gros œuvre (ventilation des ateliers, extraction au dessus des cuves de traitement de surface, rétention,...), l'exploitant sollicite un nouveau délai de 18 mois. Durant cette phase, l'exploitant s'est toutefois engagé à réaliser dans un délai de 3 mois certaines mises en conformité : local produits chimiques, détection incendie, détection de fuite dans les rétentions,..... Au vu de ces éléments, l'exploitant sollicite une demande de dérogation de 18 mois de l'arrêté de mise en demeure: l'exploitant a justifié qu'il a entrepris une démarche crédible en prenant la mesure des travaux (étude, devis et signature des bons de commande dans des délais normaux) mais que ces derniers n'ont pas pu se terminer dans les délais impartis au vu des capacités financières de l'entreprise. Certaines actions de mise en conformité ayant été déjà mises en place, d'autres prévues dans des délais courts, il est proposé de prolonger l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en conformité ventilation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SARL DUPIRE, pour son atelier de traitement de surface qu'elle exploite 38-40 avenue Alexandre Marqui sur le territoire de la commune de Lourdes, est mise en demeure sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>d'équiper les ateliers d'une ventilation naturelle ou forcée donnant vers l'extérieur afin de respecter l'article 18 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé,</p>
<p>Constats :</p> <p>Le projet de déplacement de l'atelier a été étudié sur l'année 2021 et une présentation du projet a même été faite le 1er juin 2021 à plusieurs financeurs possibles (CCI, Région, Agglomération CTLP...). Le budget a été estimé à 4 millions d'euros, pour une entreprise dont le chiffre d'affaires avoisine les 300 k euros et pour une capacité d'investissement de 16 keuros. Au vu de ces éléments, aucun financeur ne s'est positionné sur une aide et l'exploitant a dû retravailler son projet. En septembre 2021, l'exploitant a étudié l'implantation de son activité dans un bâtiment existant situé dans la ZI du Toulcou, à Adé, mais les montants d'investissement dépassaient 1 millions d'euros. Entre temps, suite à une inspection du site en 2022, un arrêté de mise en demeure a imposé à l'exploitant la mise en conformité de l'atelier sous 18 mois (échéance janvier 2024).</p> <p>Sur l'année 2022, accompagné par la société CALLISTO spécialisée dans le traitement de surface, l'exploitant a travaillé à la mise en conformité de son bâtiment actuel. Un cahier des charges a été élaboré et transmis en mars 2023 à l'exploitant. Le budget estimé des travaux était de 1 millions d'euros, la mise en conformité passant par une réorganisation totale de l'atelier, avec implantation de nouvelles lignes de traitement de surface. L'exploitant n'a pas pu obtenir le financement du projet, l'enveloppe maximale d'investissement du site accordé par les banques étant de 400 keuros. Fin 2023, l'exploitant a contacté deux nouvelles sociétés (SETES et CETIM) pour réaliser dans l'enveloppe budgétaire de 400 keuros les travaux nécessaires, notamment la mise en place d'une ventilation des locaux, d'une extraction des vapeurs des cuves de traitement, et d'une mise en conformité des rétentions.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'exploitant sollicite une demande de dérogation de 18 mois de l'arrêté de mise en demeure: l'exploitant a justifié qu'il a entrepris une démarche crédible en prenant la mesure des travaux (étude, devis et signature des bons de commande dans des délais normaux) mais que ces derniers n'ont pas pu se terminer dans les délais impartis au vu des capacités financières de l'entreprise. Certaines actions de mise en conformité ayant été déjà mises en place, d'autres prévues dans des délais courts (voir points de constats suivant, il est proposé de</p>

prolonger l'arrêté de mise en demeure sur ce point de constat, au vu des études à réaliser et des travaux de gros œuvre à engager.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 18 mois

N° 2 : Mise en conformité rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SARL DUPIRE, pour son atelier de traitement de surface qu'elle exploite 38-40 avenue Alexandre Marqui sur le territoire de la commune de Lourdes, est mise en demeure sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>D'équiper les rétentions de plus de 1000 litres d'un déclencheur d'alarme en point bas, de disposer d'un volume conforme de la rétention « cuves H+ », et de rendre étanche les cuves de traitements associées à la rétention « cuve H+ », afin de respecter l'article 20 et l'article 54 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 11/02/2024 un devis concernant la mise en place de détecteurs d'alarme en point bas pour les 6 rétentions dont le volume est supérieur à 1000 litres. Le délai de mise en place est de 3 mois.</p> <p>Dans le cadre des travaux de gros œuvre prévus (avec éventuellement modification de certaines lignes de traitement), l'exploitant devra vérifier que chaque ligne de traitement de surface soit équipée d'une rétention avec un volume conforme aux exigences de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019, ainsi que remettre en état certaines rétentions afin d'en assurer l'étanchéité conformément à l'article 54 de l'arrêté susvisé.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'exploitant sollicite une demande de dérogation de 18 mois de l'arrêté de mise en demeure: l'exploitant a justifié qu'il a entrepris une démarche crédible en prenant la mesure des travaux (étude, devis et signature des bons de commande dans des délais normaux) mais que ces derniers n'ont pas pu se terminer dans les délais impartis au vu des capacités financières de l'entreprise. Certaines actions de mise en conformité ayant été déjà mises en place, d'autres prévues dans des délais courts, il est proposé de prolonger l'arrêté de mise en demeure sur le point de constat relatif aux volumes et étanchéité des cuves de rétention, au vu des études à réaliser et des travaux de gros œuvre à engager.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 18 mois

N° 3 : Mise en conformité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>de mettre en place un dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie, afin de respecter l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;</p>
Constats :

L'exploitant a mis en place un dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en conformité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité
Prescription contrôlée : de mettre en place d'un dispositif de captation des bains de traitement, afin de respecter les articles 36 et 57 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé et l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du site ;
Constats : EN 2021, l'exploitant a mis en place un dispositif de captation et d'extraction des 2 cuves de traitement de surface utilisant des produits CMR (chrome et nickel). La dernière campagne de surveillance réalisée par l'exploitant (2022) a montré une conformité des rejets aux valeurs limites imposées à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé. Les autres cuves de traitement de surface ne sont toujours pas équipées de dispositif de ventilation: du fait de la configuration actuelle des installations, la mise en place de l'extraction est complexe et nécessite de gros travaux. Un délai de 18 mois supplémentaire est sollicité par l'exploitant. Comme évoqué au point de constats n°1, il est proposé de prolonger l'arrêté de mise en demeure sur ce point de constat, au vu des études à réaliser et des travaux de gros oeuvres à engager.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 18 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé en 2023 une campagne de surveillance des rejets atmosphériques au niveau des 2 dispositifs d'extractions associés aux cuves Cr et Ni. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le 11/01/2024 un devis signé concernant la réalisation sous 3 mois par le laboratoire des Pyrénées d'une campagne de surveillance. Les résultats de cette campagne de surveillance devront être transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, état des stocks
Prescription contrôlée : Gestion des produits. L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant a présenté en inspection l'état des stocks. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. « d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. (au 1er juillet 2024)
Constats : L'exploitant dispose d'extincteurs en nombre suffisants régulièrement contrôlés par la société SECURIS. Le site a été certifié Q4 (document attestant de la bonne conformité des installations de sécurité incendie). Concernant la mise en place d'une détection incendie au 1er juillet 2023, l'exploitant a transmis le 11/01/2024 l'offre signée pour la mise en place d'un détecteur de fumées par le prestataire BIO-TECH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <p>« Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p> <p>« III (Juillet 2024). Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</p> <p>« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
Constats : <p>Le prochain contrôle électrique a été programmé en janvier 2023 (indisponibilité de l'organisme de contrôle en décembre 2023). Par mail du 17/11/2023, l'exploitant a transmis le rapport Q18 de l'APAVE (contrôle du 17/01/2024). Ce dernier a conclu à l'absence de risque d'incendie et d'explosion mais avec une réserve sur la délimitation des zones à risque explosion dans l'atelier de vernissage et le local produits dangereux.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser en 2021 une identification des zones ATEX (rapport SOCOTEC du 04 mars 2021) et une proposition de zonage avait été établie (§ 5 du rapport). L'exploitant doit cartographier sur un plan les zones ATEX identifiées et les transmettre à l'organisme de contrôle pour le prochain contrôle Q18.</p> <p>L'exploitant a également réalisé un contrôle par thermographie (Q19) le 12/12/2022: aucune observation n'a été formulée. L'échéance de ce contrôle devra être annuelle à compter du 01 juillet 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Systèmes de détection automatique.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection automatique.
Prescription contrôlée : <p>« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</p> <p>« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système</p>

d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

« Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

La détection incendie dans le bâtiment est prévue avant l'échéance du 01 juillet 2024.

L'exploitant doit également équiper d'ici le 1er juillet 2024 une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration associées aux cuves Ni et Cr. L'exploitant devra aussi anticiper la mise en place de ces sondes dans le cadre des travaux à venir sur l'aspiration des autres cuves de traitement de surface.

Le déclenchement de l'alarme incendie devra entraîner l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). L'échéance est fixée au 1er juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Local de stockage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53

Thème(s) : Risques accidentels, Local de stockage des produits chimiques

Prescription contrôlée :

Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.

Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.

Constats :

L'exploitant dispose d'un local de produits chimiques présents dans l'atelier: le local actuel est équipé de 2 rétentions distinctes permettant de stocker d'un côté les acides et de l'autre les bases et les produits cyanurés. Le local est fermé à clef mais n'est pas pourvu de système de ventilation. L'exploitant a prévu de déplacer, sous 6 mois, le stockage des produits chimiques à l'extérieur dans un local fermé à clef et équipé d'une ventilation mécanique et de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale**Proposition de délais :** 6 mois